Le pouvoir aux travailleurs

07 Avril 2018

N° 242

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Éditorial

L'ÉTAT A DE L'ARGENT POUR ENGRAISSER LES RICHES ET LEURS SERVITEURS MAIS PAS POUR AMÉLIORER NOS CONDITIONS D'EXISTENCE ! ! Page 3 - 4

GANDOUR : LES TRAVAILLEURS SE RÉVOLTENT CONTRE LES CONDITIONS DE TRAVAIL Page 5

PRODUCTION DE CACAO : CE SONT LES TRUSTS QUI EMPOCHENT ! Page 9-10

IL Y A 50 ANS MARTIN LUTHER KING ÉTAIT ASSASSINÉ Page 12

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL :	
- L'ÉTAT A DE L'ARGENT POUR ENGRAISSER LES RICHES ET LEURS SERVITEURS MAIS PAS POUR AMÉLIORER NOS CONDITIONS D'EXISTENCE !	3 - 4
- GANDOUR : LES TRAVAILLEURS SE RÉVOLTENT CONTRE LES CONDITIONS DE TRAVAIL …….	5 - 6
- CERMI : LES TRAVAILLEURS PRÉPARENT LA LUTTE POUR FAIRE PRÉVALOIR LEURS DROITS ….....	6
- JPM : LES TRAVAILLEURS REVENDIQUENT UN CONTRAT EN CDI …..	7
- CMC-CI : LES TRAVAILLEURS REFUSENT LES DUPERIES DU PATRON ……	7
- SOTASERV-CI : LA COLÈRE GRONDE !…….…….....	7 - 8
- PRODUCTION DE CACAO : CE SONT LES TRUSTS QUI EMPOCHENT !	9
- LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ, BLABLABLA ….....	9
- POURQUOI LES MARCHÉS BRÛLENT-ILS ?.....	9 - 10
- LA SICOGI VEUT SPOLIER LES FAMILLES MODESTES …….....	10
- LES MALADIES LIÉES À L'EAU ONT ENCORE DE BEAUX JOURS DEVANT ELLES ……...	11
- IL Y A 50 ANS MARTIN LUTHER KING ÉTAIT ASSASSINÉ …….	12

E d i t o r i a l

L'ÉTAT A DE L'ARGENT POUR ENGRAISSER LES RICHES ET LEURS SERVITEURS MAIS PAS POUR AMÉLIORER NOS CONDITIONS D'EXISTENCE !

Deux nouvelles institutions viennent de voir le jour. D'abord la « *Chambre nationale des Rois* » avec 35 membres, puis le Sénat avec une centaine de membres.

C'est une trouvaille de Ouattara pour caser ses amis et acheter quelques politiciens de l'opposition. Comme les députés, ces gens-là seront grassement payés (en salaires et en avantages divers) au frais de l'Etat, c'est-à-dire sur le dos de la population.

Cela va coûter plusieurs milliards de francs tous les ans, autant d'argent qui aurait pu être utilisé par exemple pour améliorer le fonctionnement des hôpitaux et des écoles publics qui sont dans un piteux état.

Lorsque les fonctionnaires ont fait grève l'année dernière pour revendiquer des améliorations de leurs conditions d'existence, les dirigeants au pouvoir leur ont répondu avec mépris que les caisses de l'Etat ne leur permettaient pas de faire des dépenses supplémentaires. Mais là, pour financer le Sénat et la Chambre des rois, Ouattara a trouvé des milliards. Entre engraisser quelques parasites ou investir pour le bien être des plus démunis, il a fait son choix.

Ce gouvernement, comme ses prédécesseurs, n'a d'oreille que pour satisfaire l'appétit des classes riches. Pour les travailleurs, il n'a que du mépris. Il l'a montré récemment lors de la grève des travailleurs du

chantier du grand stade situé sur la route d'Anyama où ils se sont battus pour leurs droits. Dans ce chantier d'Etat dirigé par une entreprise capitaliste, la grande majorité des travailleurs ont été « *embauchés* » en tant qu'« *aides* », autrement dit, en tant qu'apprentis alors que ce sont des ouvriers professionnels. En fait, il s'agit d'une arnaque dont le but est de permettre au capitaliste de payer le moins cher possible les travailleurs pour en tirer le maximum de profit. Cela se passe sous le nez des autorités politiques : des ministres ou leurs représentants viennent régulièrement dans ce chantier pour contrôler l'avancement des travaux.

Pour obliger leur employeur à corriger cette injustice inadmissible, les travailleurs organisés autour de leur syndicat, se sont mis en grève. Ils ont été réprimés par les forces armées et gazés à l'aide de bombes lacrymogènes. L'entreprise a licencié tous ceux qu'elle considérait comme indésirables. Depuis, les forces de l'ordre sont quasi permanentes sur le chantier, comme de vrais gardiens des intérêts du patron.

Voilà comment le pouvoir répond aux travailleurs qui osent revendiquer leurs droits. Que ce soit dans la zone industrielle de Yopougon, de Koumassi ou sur les autres chantiers du bâtiment ou des travaux publics, à chaque fois que les travailleurs se mettent à revendiquer collectivement, les autorités publiques prennent systématiquement fait et cause pour les exploiteurs.

Eh bien, c'est devant cette réalité que les travailleurs sont amenés à s'organiser et à défendre leurs intérêts. Ils ont en face d'eux les capitalistes mais aussi leur appareil d'Etat pour défendre leur système économique. Il en sera ainsi tant que les travailleurs n'auront pas renversé cet ordre social injuste.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

GANDOUR :
LES TRAVAILLEURS SE RÉVOLTENT CONTRE LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les travailleurs journaliers de Gandour, une entreprise de cosmétique située dans la zone industrielle de Yopougon, sont entrés en grève le 23 mars suite au renvoi de 8 de leurs collègues. Ils réclament leur réintégration, une augmentation conséquente des salaires, de meilleures conditions de travail, le respect et la dignité.

À Gandour, les conditions de travail sont très mauvaises. Les ouvriers sont exposés à des produits chimiques à forte concentration comme le mercure, l'hydroquinone, le clobetazole, etc. En guise de tenue de travail, ces travailleurs journaliers n'ont que des gilets. Il n'y a ni gant, ni chaussure de sécurité, ni de masque de protection adéquate. En cas de maladie, comme c'est le cas souvent, l'ouvrier est livré à lui-même.

Les cadences sont infernales et augmentent sans cesse. Gare aux erreurs dans la production. Quand ça arrive, les sanctions tombent immédiatement et très souvent, c'est le renvoi. Ainsi, cette menace plane à tout moment.

De plus, les travailleurs doivent supporter les caprices de certains petits chefs qui se croient tout permis.

Lorsque la grève s'est déclenchée à la section du parfum, le patron a affiché son mépris habituel. Sauf que ce jour-là il ne se doutait pas encore que la colère des travailleurs allait lui exploser au visage. Dès la pause, la nouvelle du licenciement s'est rependue comme une trainée de poudre. C'était la goutte d'eau de trop ! Les travailleurs des autres sections, excédés qu'ils étaient par leurs conditions de travail déplorables et toutes les humiliations qu'ils subissent tout le temps, se sont lancés à leur tour dans la grève.

Le patron, plutôt que de chercher à résoudre le problème, a fait appel à la police qui est arrivée aussitôt. Celle-ci a intimé l'ordre aux travailleurs de reprendre le travail sous prétexte que leur grève est illégale car déclenchée sans préavis. Malgré les menaces, la grève a continué. Le patron, faisant mine de reculer, a demandé aux travailleurs de revenir le lundi suivant et qu'il réintègrerait les travailleurs licenciés.

Mais le lundi, ils se sont rendu compte de la duplicité de ce dernier qui, loin d'avoir réglé les problèmes, a mis tout le monde à la porte et fait un nouveau recrutement. En réponse, les travailleurs ont bloqué la voie qui passe devant l'entreprise.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Ils ont brandi des pancartes sur lesquelles on pouvait lire par exemple « *trop c'est trop* » ou encore *« journaliers de N P Gandour déterminés plus que jamais à persister dans cette lutte !* ». Finalement le patron a repris quelques travailleurs et a laissé les autres sur le carreau. Là encore, il s'est heurté à la solidarité entre travailleurs. La reprise du travail n'a pas eu lieu. Les manifestations ont repris de plus belle, allant en s'amplifiant.

Voyant le risque que cette grève prenne de l'ampleur et s'étende à d'autres secteurs, la police a chargé les grévistes et il s'en est suivi une scène de course poursuite. Une vingtaine de travailleurs ont été arrêtés et jetés en prison dont le porte-parole des grévistes.

Aujourd'hui, le travail reprend timidement. Le patron pense avoir gagné la partie. Mais tôt ou tard, les mêmes problèmes provoqueront les mêmes effets. D'ici là, les travailleurs de Gandour ont du temps pour renforcer leur organisation en prenant notamment attache avec les travailleurs des entreprises environnantes où les conditions de travail sont les mêmes.

CERMI : LES TRAVAILLEURS PRÉPARENT LA LUTTE POUR FAIRE PRÉVALOIR LEURS DROITS

Cermi est l'entreprise qui a en charge la construction de la nouvelle cimenterie au port autonome d'Abidjan. Les travaux avancent à grands pas et les gros œuvres que sont les silos, les magasins de stockage et l'usine elle-même sont presque terminés. Il reste d'autres travaux mais qui nécessitent d'autres compétences. La direction en a donc profité pour annoncer que dans les mois à venir, elle procédera à un dégraissage progressif du personnel.

À cette nouvelle, les travailleurs ont approché leur direction pour revendiquer notamment la déclaration à la CNPS, la délivrance d'un certificat de travail et surtout le paiement de leurs droits.

La direction a commencé à faire semblant de négocier mais elle a fini par dire qu'elle n'est nullement liée par un contrat, donc elle ne doit rien à personne. Devant cette arnaque, les travailleurs ont décidé de renforcer leur organisation et ont pris attache avec un syndicat. Ils sont conscients qu'ils ont intérêt à engager une lutte ouverte tant qu'il y a encore de l'ouvrage.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

JPM : LES TRAVAILLEURS REVENDIQUENT UN CONTRAT EN CDI

JPM est une petite entreprise de fabrication d'alvéoles (cartons servant à poser les œufs). Elle est située dans la zone industrielle de Koumassi et emploie en tout, une quarantaine de travailleurs. Certains ont plusieurs années d'ancienneté, ne sont pas déclarés à la CNPS, ni considérés comme travailleurs permanents.

Excédés par cette situation, les travailleurs se sont organisés et ont exprimé leur mécontentement auprès de la direction.

En réponse, le patron a commencé par menacer. Ensuite, il a tenté de corrompre les représentants des travailleurs. Comme tout cela n'a pas marché, il a fait semblant de négocier tout en cherchant à créer la division au sein des travailleurs.

La colère des travailleurs est là ; ils en ont assez de leur statut de journaliers. Quelle que soit la ruse du patron, tôt ou tard il finira par récolter la grève qu'il cherche à éviter.

CMC-CI : LES TRAVAILLEURS REFUSENT LES DUPERIES DU PATRON

CMC-CI est une petite entreprise chinoise dans le BTP. Sur ses quatre chantiers en finition, elle emploie à peu près une soixantaine de travailleurs. Il y a 4 mois, les travailleurs avaient revendiqué le versement d'un rappel sur le salaire. Ces arriérés s'élevaient à une douzaine de millions de francs mais le patron voudrait aujourd'hui en payer seulement trois millions. Il a aussi mis à la porte un certain nombre de travailleurs qu'il considérait comme étant à la tête du mouvement.

Manque de chance pour lui, les travailleurs sont déterminés à ne pas se laisser duper. La grève se prépare.

SOTASERV-CI : LA COLÈRE GRONDE !

Sotaserv-CI est une entreprise de construction dans le BTP. Elle a plusieurs chantiers à Abidjan. Les conditions de travail y sont mauvaises, comme dans la majorité des entreprises de ce secteur. Il n'y a ni équipement de sécurité, ni de déclaration à la CNPS, ni de bulletin de paie.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

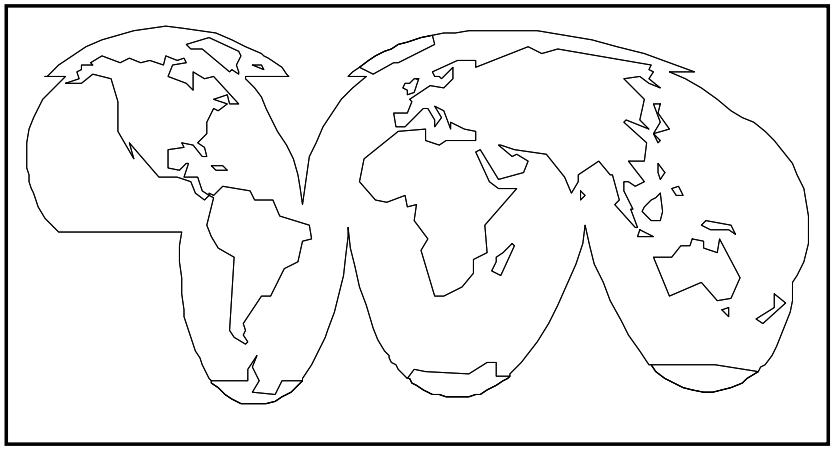
Voici le récit d'un travailleur :

« Il y a deux mois, nous autres, ceux du chantier de la Riviera Golf, avons dénoncé l'exploitation que nous subissons, à travers un courrier adressé au patron. Celui-ci avait alors promis qu'à la fin du mois de février, il allait nous verser les droits de fin contrat. Mais il ne s'est pas exécuté. Il vient maintenant nous dire que chacun de nous aura un contrat de journaliers ou un contrat à la tâche. En même temps, il nous informe aussi qu'il nous enverra travailler sur un autre chantier à Yopougon.

Nous trouvons cela comme une manœuvre pour ne pas faire face à nos revendications. Ce que nous réclamons est plus qu'une affaire de droit de fin contrat. Il s'agit entre autres de notre sécurité sur les chantiers. Nous avons finalement décidé de nous organiser à travers tous les chantiers, pour unifier notre mouvement et renforcer nos liens. Le patron se croit rusé mais là où il veut nous disperser à Yopougon, nos camarades sont plus qu'organisés et nous attendent comme du renfort ! ».

Voilà qui promet de belles surprises au patron !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

PRODUCTION DE CACAO : CE SONT LES TRUSTS QUI EMPOCHENT !

Le ministre de l'Agriculture a tenu une conférence sur le cacao au dernier Salon international de l'agriculture à Paris. Il a indiqué que les producteurs de cacao ne récoltent finalement que 2% des revenus tirés de ce produit, tandis que l'Etat en récupère environ 6%. Tout le reste va donc dans la poche des capitalistes : les Nestlé, Cargill, Barry Callebaut, etc.

En somme, les ouvriers agricoles et les petits paysans sont dans la même situation que les travailleurs des villes. Ce sont eux qui produisent les richesses mais ce sont les capitalistes qui en profitent. Ils laissent quelques miettes à leurs valets locaux pour qu'ils tiennent la chicotte contre les travailleurs et les paysans pauvres en cas de révolte !

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ, BLABLABLA …

Kablan Duncan a déclaré que Ouattara a fait de « *la lutte contre la pauvreté son cheval de bataille* ». Il aurait « *mis en œuvre le programme de filets sociaux qui a pour but essentiel d'aider les ménages les plus vulnérables en Côte d'ivoire* ».

Son filet-là, il sert surtout à brasser du vent ! Les « *plus vulnérables* » en question n'ont rien de bon à attendre de ces gens-là. Ils ne peuvent compter que sur leur capacité collective de s'organiser et de défendre leurs intérêts par la lutte contre leurs affameurs !

POURQUOI LES MARCHÉS BRÛLENT-ILS ?

Périodiquement on apprend que quelque part dans une ville africaine un marché a brûlé ; tantôt c'est à Bamako, tantôt à Ouagadougou, à Conakry, etc. La Côte d'Ivoire n'est pas en reste avec sa longue liste, à commencer par les marchés les plus grands et les plus populaires, comme ceux de Treicheville ou d'Abobo.

Le dernier en date, c'est le marché d'Agboville. Il vient de brûler pour la 5ème fois depuis l'année 2000 ! Est-ce un hasard si le feu a pris durant la nuit du dimanche ?

L E U R S O C I E T E

Partout, c'est la même histoire qui se répète : il n'y a aucune bouche d'incendie en état de fonction ou accessible ; et quand elles existent, il n'y a tout simplement pas d'eau. C'est ainsi qu'à la fin, il n'y a plus que de la cendre qui reste du marché.

Pour tenter de se désengager de leurs responsabilités, les autorités publiques cherchent des boucs émissaires en montrant du doigt les marchands qui seraient indisciplinés et irresponsables. Mais à quoi servent ces autorités qui font payer des taxes aux petits commerçants soi-disant pour l'entretien et la sécurité du marché ? C'est avant l'incendie qu'il faut agir pour éviter le pire.

En tout cas, si ces incendies font le malheur des petits marchands, ça fait aussi le bonheur de ceux qui reconstruisent ces marchés et de tous ceux qui tournent autour. Ce qui veut-dire que si hasard il y a, il semble favoriser certains au détriment d'autres ; ce ne serait alors plus un hasard !

Est-ce aussi un hasard si jusqu'ici aucune enquête n'est parvenue à éclaircir ces affaires fumeuses ?

LA SICOGI VEUT SPOLIER LES FAMILLES MODESTES

Le 14 mars dernier, les résidents des maisons de la Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière (SICOGI), venus d'Adjamé, Cocody et de Treichville, se sont retrouvés à la cité douane de Treichville avec leur famille pour manifester contre la décision de la direction de mettre leurs logements en vente au plus offrant. 1250 logements sont concernés par cette décision d'expropriation.

On pouvait lire sur les pancartes qu'ils brandissaient : « *SICOGI laissez nos maisons* », «*Où est passé le social promis ?* », « *Non à la spoliation* », etc. Ces familles occupent ces logements, pour certains, depuis 1954. C'est à juste raison que le collectif qui les représente affirme que leurs habitations devaient leur revenir depuis longtemps.

Quand on connait la pression immobilière qu'il y a aujourd'hui à Abidjan et le prix du terrain à Adjamé, Treichville et Cocody, on entrevoit clairement les intentions de la direction de la Sicogi. En effet, le seul but de cette opération, c'est de faire de la spéculation immobilière sur le dos des occupants actuels. C'est scandaleux !

L E U R S O C I E T E

LES MALADIES LIÉES À L'EAU ONT ENCORE DE BEAUX JOURS DEVANT ELLES

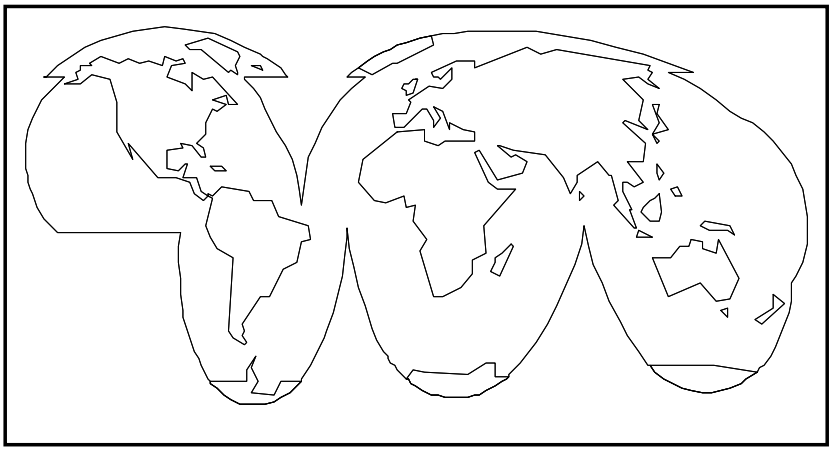
Le 12 mars dernier, la ministre de la Santé et de l'Hygiène publique a procédé au lancement d'une *« campagne nationale de promotion du traitement de l'eau à domicile»* dans les zones rurales.

L'accès à l'eau potable reste un réel problème en Côte d'Ivoire. Même à Abidjan, des centaines de milliers de personnes utilisent l'eau de puits car l'eau courante n'est pas accessible à tous. Le coût élevé de la pose des compteurs de la Sodeci exclut bien des populations de l'accès direct à l'eau potable.

Dans les zones rurales, le seul recours, c'est souvent le puits ou le cours d'eau d'à côté. La corvée d'eau occupe une bonne partie de la journée des enfants et des femmes. Cette eau est souvent consommée sans aucun traitement préalable. Cela expose les gens à de nombreuses maladies telles que la bilharziose, l'onchocercose, l'ulcère de buruli, la diarrhée, ou celle causée par le ver de Guinée, etc.

Face à ce problème bien réel, ce n'est pas d'une énième *« campagne de sensibilisation* » que les populations ont besoin, mais d'actions concrètes. Mais là n'est pas la priorité du gouvernement.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

IL Y A 50 ANS MARTIN LUTHER KING ÉTAIT ASSASSINÉ

Le 4 avril dernier, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées dans la ville de Memphis aux Etats-Unis pour rendre hommage à Martin Luther King, là où 50 ans plus tôt (le 4 avril 1968) il fut assassiné par un ségrégationniste blanc. Il était venu dans cette ville pour soutenir les éboueurs noirs en grève. Ironie du sort, ce partisan de la « *non-violence* » a pourtant été victime de la «*violence* ». Sa mort à 39 ans avait déclenché des émeutes dans plusieurs grandes villes américaines.

Martin Luther King luttait pour la justice et l'égalité des droits entre Blancs et Noirs. C'était un fervent militant de la lutte pacifique ; il admirait Gandhi, son idole. En partisan de la non-violence, il voulait faire pression sur les dirigeants américains pour que des lois soient votées afin de mettre fin à la ségrégation, et que l'État fédéral contraigne les autorités locales, notamment celles du Sud, à les appliquer. Pour cela, il incitait les Noirs à se dresser pour leurs droits partout, et pas seulement dans les tribunaux.

L'occasion lui était donnée de populariser son combat. Le 1er décembre 1955, à Montgomery dans l'Alabama, une afro-américaine, Rosa Parks refusa de céder sa place à un passager blanc dans un autobus. Arrêtée par la police et jugée, elle s'était vu infliger une amende de 15 dollars.

Martin Luther King, alors jeune pasteur âgé de 26 ans, avec le concours de Ralph Abernathy, également pasteur, lança une campagne de protestation et de boycott contre la compagnie de bus qui dura 380 jours. Le 13 novembre 1956, la Cour suprême des États-Unis interdit la ségrégation dans les bus.

Martin Luther King fut aussi l'un des organisateurs de la marche sur Washington de 1963, « *marche pour l'emploi et la liberté*», au terme de laquelle il avait prononcé son célèbre discours « *I have a dream* » devant 250.000 manifestants. Il rêvait d'une Amérique non ségrégationniste où les Blancs comme les Noirs jouiraient des mêmes droits dans la justice et la paix.

Mais une partie de la jeunesse noire ne croyait plus aux manifestations pacifistes. Elle se tournait vers les mouvements plus radicaux noirs comme celui de Malcom X qui invitait les Noirs à lutter *« par tous les moyens* » ou des Blacks Panthers qui prônaient le pouvoir noir (Black power).

Grâce à tous ces combats dont Martin Luther King a été un des acteurs majeurs, les lois ségrégationnistes ont été abolies mais l'oppression sociale subie par la majorité des Noirs n'a pas disparu, ni la violence raciste des policiers qui continuent régulièrement de tuer des Noirs en toute impunité. Les inégalités sociales (le chômage par exemple frappe plus durement la classe ouvrière noire) ne pourront vraiment disparaître que dans le cadre d'un combat de toute la classe ouvrière américaine, toutes origines confondues, contre le capitalisme.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.